

Janvier 2008

LA LETTRE

DE LA

COOPERATION
DECENTRALISEE



Le président, le bureau exécutif et l'équipe de CUF vous adressent
leurs meilleurs vœux pour l'année 2008 !

EDITORIAL

De l'utilité de Cités Unies France

Le succès croissant de la coopération décentralisée ne peut que satisfaire Cités Unies France qui mène depuis 30 ans combats et réflexions pour que soit reconnue et puisse se développer cette forme nouvelle des relations internationales.

L'année 2007, à cet égard, sera un bon cru. Elle restera comme l'année de la loi Thiollière qui sécurise définitivement la coopération décentralisée. Il n'est pas anodin qu'il s'agisse là d'une proposition de loi émanant du Sénat, c'est à dire des élus, et que son auteur soit le sénateur maire de Saint Etienne, membre du

bureau exécutif de CUF.

Pour autant, ce succès nous oblige à suivre les collectivités françaises dans des pays toujours plus nombreux et dans des actions de plus en plus diversifiées.

Le dernier trimestre nous a ainsi conduit à mener des missions en Algérie, en Israël, en Mauritanie, en Colombie et à Cuba. CUF a organisé ou co-organisé de multiples assises bi- ou multilatérales de la coopération décentralisée : en Slovaquie, en Croatie, à Montreuil avec le Vietnam, à Belo Horizonte, avec le Brésil, à Mexico, à Varsovie avec les collectivités polonaises et allemandes, à Bordeaux avec les collectivités chinoises, à Nantes Métropole avec les Roumains, à l'Institut du Monde Arabe avec les Palestiniens, et

tout dernièrement, à Ouagadougou avec les collectivités du Burkina Faso.

Parallèlement à ces rencontres, CUF a multiplié les initiatives, séminaires et colloques sur un certain nombre de thèmes tels que la consommation responsable, le tourisme solidaire, les objectifs du Millénaire, le fonds européen de développement dans ses liens avec les collectivités, la jeunesse à l'international ou la politique européenne de voisinage. D'ores et déjà, à la suite des réflexions menées par le HCCI, nous allons mettre en place un groupe de travail sur la question de l'économie dans la coopération décentralisée. Ajoutons à cela une grande activité éditoriale avec les monographies par pays et des études thématiques, et un travail de « lobbying » auprès des autorités françaises et des instances européennes sans oublier la représentation française au sein de CGLU et des réseaux de collectivités.

Pourquoi un tel catalogue ? Sans doute pour répondre à ceux qui se posent la question de la valeur ajoutée de CUF au regard de leur coopération. Les actions généralistes et spécialisées que nous entreprenons contribuent à l'évolution globale de la coopération décentralisée.

Elles contribuent aussi à en améliorer la perception. Notre rôle au sein des réseaux européens permet de donner plus de poids aux collectivités françaises dans les débats, engageant les coopérations internationales. L'entrée, au sein de notre bureau exécutif de représentants statutaires de l'AMF, de l'ADF et de l'ARF ainsi que notre siège à la CNCDD et les conventions qui nous lient au MAEE ainsi qu'à l'AFD clarifient définitivement la situation faisant de nous le « bras armé » disponible des collectivités françaises à l'international.

L'année 2008, année électorale, sera peut-être moins intense que l'année 2007 bien que la présidence française de l'union européenne nous promette un deuxième semestre fort dense. En attendant le bureau exécutif et l'équipe de CUF vous souhaitent ses meilleurs vœux pour l'année nouvelle.

Charles Josselin
Ancien Ministre
Président de Cités Unies France
Sénateur des Côtes-d'Armor
Vice-président du Conseil Général

SOMMAIRE

EDITORIAL.....	1
CITES ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS	4
AFRIQUE	6
AMERIQUE DU NORD	10
AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES	12
ASIE	15
MEDITERRANEE	20
JEUNESSE	26
UNION EUROPEENNE.....	28
TOURISME RESPONSABLE	30
ACTUALITE	31
AGENDA	32
PUBLICATIONS	33



Sommet UE - Afrique : la place des autorités locales et régionales dans la nouvelle politique de partenariat

Information de la section européenne de CGLU :

« La construction d'un partenariat efficace doit se fonder sur la plus large participation des autorités locales, représentants démocratiquement élus de milliers de communes et gouvernements locaux d'Afrique et d'Europe ! » C'est ce qu'a affirmé Bertrand Delanoë, maire de Paris et président de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), à l'occasion du deuxième Sommet UE-Afrique, les 8 et 9 décembre, à Lisbonne.

Le sommet avait pour objectif d'établir un partenariat stratégique entre l'Union européenne et l'Afrique pour leur permettant d'affronter ensemble leurs problèmes communs. Une stratégie commune euro-africaine, ainsi qu'un plan d'action y ont été adoptés. Ils donnent aux deux partenaires la possibilité de travailler de plus en plus étroitement à la résolution des problèmes mondiaux, tout en associant les collectivités locales et la société civile.

Bertrand Delanoë, et Amos Masondo, Maire de Johannesburg et Coprésident de CGLU, se sont adressés au Président de l'Union Européenne José Socrates, Premier Ministre du Portugal et au Président de la Commission Européenne, José Manuel Barroso, pour rappeler la place des autorités locales dans la nouvelle politique de partenariat entre l'Union Européenne et l'Afrique. La réunion a été co-organisée par CGLU, CGLU Afrique, le CCRE et l'ANMP (l'Association Nationale des Municipalités Portugaises). Le CCRE était représenté par son secrétaire général, Jeremy Smith.

Cités et Gouvernements Locaux Unis et ses sections africaines (CGLU Afrique) et européenne (le CCRE) ont salué la volonté des Etats de construire par la Stratégie Conjointe Afrique - Union Européenne un partenariat plus large et plus démocratique.

Tout en reconnaissant l'importance des priorités stratégiques définies dans la nouvelle stratégie, les autorités locales souhaitent que le rôle croissant joué par les gouvernements locaux dans la gouvernance démocratique et dans la coopération au développement soit mieux reconnu dans la Stratégie Conjointe.

Les autorités locales ont également proposé que la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement soit placée au centre de cette Stratégie Conjointe et du Plan d'Action.

Les pouvoirs locaux et régionaux : partenaires clés de la coopération pour le développement.

La réunion est la deuxième initiative organisée par l'ANMP, le CCRE et la CGLU pour promouvoir la coopération entre les collectivités locales européennes et africaines. La première conférence a eu lieu le 7 novembre dernier, dans le cadre du Sommet Union européenne / Afrique. Il a été l'occasion de faire le point sur la situation et de débattre du rôle des pouvoirs locaux et régionaux en termes de coopération pour le développement. Les participants ont rappelé le rôle clé que jouent les collectivités territoriales et leurs associations représentatives dans les politiques pour le développement.

Lire aussi la déclaration conjointe de CGLU, CCRE, CGLU-Afrique et l'association des municipalités portugaises : http://www.ccre.org/news_detail.htm?ID=1201



Réunion du Comité Directeur du CCRE, Stuttgart, les 4 et 5 décembre 2007

La section européenne de CGLU, incarnée par le Conseil des Communes et Régions d'Europe, a renouvelé ses organes statutaires et reconduit le maire et gouverneur de Vienne, Dr Michaël HÄUPL, comme président. Dr Wolfgang SCHUSTER, maire de Stuttgart, très impliqué dans les activités de l'organisation mondiale a été élu nouveau vice-président européen de CGLU.

Le Comité directeur a adopté un programme de travail qui réserve une large place à la coopération internationale. L'objectif C vise à « *renforcer la contribution des pouvoirs locaux et régionaux sur la scène internationale, en faveur de la démocratie, du développement, de la paix et de la compréhension* ». L'objectif souligne, entre autres, la coopération Nord-Sud et la promotion des OMD. Le CCRE a l'ambition de jouer un rôle efficace au sein de Cités et Gouvernements locaux unis (CGLU). La création d'une plate-forme des associations européennes et internationales en faveur de la coordination et du dialogue avec les institutions européennes fait partie des priorités.

Cités Unies France, dont le président est dorénavant invité aux réunions du Comité directeur, a exprimé sa satisfaction devant ces engagements. L'association participe pleinement aux activités internationales au sein du CCRE, dans le cadre de la Commission Affaires Mondiales, en particulier, et s'investit fortement dans la création de la plateforme européenne dont la réussite sera bénéficiaire aux adhérents, français et leurs partenaires.

Le Comité Directeur a également adopté une déclaration sur le Traité de Lisbonne. (Disponible sur http://www.ccre.org/communiqués_de_presse_detail.htm?ID=215). Elle salue le renforcement du rôle des pouvoirs locaux et régionaux au sein de l'Union européenne et cite parmi les avancées en faveur des pouvoirs locaux et régionaux :

- La reconnaissance explicite, pour la première fois dans l'Union européenne et les Traités communautaires, de l'autonomie locale et régionale ;
- L'extension du principe de subsidiarité aux pouvoirs locaux et régionaux, tel qu'il est actuellement en vigueur pour les gouvernements nationaux et l'Union européenne ;
- Une consultation plus efficace des pouvoirs locaux et régionaux, reprise dans le Traité lui-même ainsi que dans le nouveau Protocole sur la Subsidiarité et la Proportionnalité ;
- Une prise en compte plus large de l'impact financier des nouvelles propositions législatives portant sur les pouvoirs locaux et régionaux ;
- Le droit pour le Comité des Régions de s'adresser à la Cour de Justice, notamment en cas de violation du principe de subsidiarité ;
- La reconnaissance du principe de la cohésion territoriale parmi les objectifs de l'Union.

Enfin, la Commission des Affaires mondiales du CCRE devrait se réunir à nouveau lors du premier trimestre 2008.

Contact : n.wit@cites-unies-france.org



BURKINA FASO

Président : Michel Roux, Conseiller municipal délégué à Chambéry

Les Assises de la coopération décentralisée franco-burkinabé

Les « Assises de la coopération décentralisée », annoncées de longue date et préparées conjointement au Burkina Faso et en France, se sont tenues à Ouagadougou les 6 et 7 décembre 2007, précédées des « Journées de la Commune burkinabé », du 3 au 5 décembre 2007.

Outre la présence de l'ensemble des maires et présidents de régions, de leurs associations nationales, de représentants de la société civile, de la présidence de la République et de l'ensemble du gouvernement du Burkina Faso, ont été dénombrés près de 300 représentants de collectivités françaises de toutes tailles, comités de jumelage, ONG, opérateurs économiques et structures diverses engagées en France en coopération décentralisée, au niveau local ou national. La délégation française, conduite par Charles Josselin, président de Cités Unies France, et Michel Roux, président du groupe-pays Burkina Faso, a participé activement aux travaux et débats, tout en organisant des de nombreuses rencontres et réunions de travail avec leurs partenaires.

Ont fortement contribué à la forte mobilisation des participants, venus du Burkina Faso et de France mais aussi de plusieurs pays de la sous-région, du Burundi, du Canada ou encore d'Allemagne, l'implication permanente côté burkinabè du Ministère burkinabé de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, de l'Association des Régions du Burkina Faso, de l'Association des Municipalités du Burkina Faso, des collectifs d'ONG. Côté français, la participation active avant et pendant les Assises, du ministère français des Affaires étrangères et européennes à travers la Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités Locales, l'Ambassade de France et ses services, de l'Ambassade du Burkina Faso à Paris, de l'Assemblée des Départements de France, de Coordination Sud, de Cités Unies France, a été fort utile et appréciée.

A l'occasion de ces Assises, Cités Unies France a organisé, en partenariat avec l'Ambassade de France, une rencontre avec l'Agence française de Développement et la Délégation de l'Union Européenne.

Ont par ailleurs été présentés, le *Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-burkinabé* et un *Recueil rassemblant des accords, conventions et chartes de partenariats de coopération décentralisée*. Ces deux documents, réalisés par l'équipe du pôle Afrique de Cités Unies France d'octobre à novembre 2007, ont été amendés et complétés par les collectivités et comités de jumelage participants.

Une prochaine édition de la *Lettre* reviendra plus en détail sur le déroulement et les suites de ces Assises, dont les débats pourront servir de bases de travail au groupe-pays Burkina Faso, après les recommandations issues des précédentes assises de 2002 à Ouagadougou.

Informations complémentaires : Constance Koukoui, c.koukoui@cites-unies-france.org



Avancée sur le projet pilote « coopérations décentralisées France-Allemagne-Burkina Faso »

Les Journées de la Commune burkinabé ont abrité un atelier d'échange sur les jumelages tripartites germano-franco-burkinabé. Le projet pilote a pu être présenté en plénière, devant l'ensemble des maires burkinabés conjointement par les Services des communes du monde (SKEW), Cités Unies France et l'Association des Municipalités du Burkina Faso ; les représentants de Dreux et d'Épernay ont pu expliciter les actions menées au sein de leur jumelage tripartite respectif.

Le projet pilote tripartite consiste à mettre en réseau dans un premier temps 8 « partenariats tripartites » afin de faciliter la circulation de l'information et de dégager les bons ingrédients pour une coopération qui implique trois cultures communales différentes.

L'atelier en lui-même a réuni une quarantaine de représentants, élus et membres de comité de jumelages, des 8 partenariats concernés. Étaient en particulier présents des représentants de Würselen (jumelé avec Morlaix et Reo), de Ludwigsburg (jumelé avec Kongoussi et Montbéliard), de Mühlheim (jumelé avec St Priest et Nouna), d'Épernay (jumelé avec Fada N'Gourma et Ettlingen), Dreux (jumelé avec Koudougou et Melsungen), les maires de Fada N'Gourma, Kaya (jumelé avec Châtellerauld et Herzogenaurach) et Kongoussi, ainsi que des représentants de l'AMBF, de la Maison de la Coopération décentralisée, du Comité national des jumelages, de SKEW, du service de développement allemand (DED) et de CUF. L'atelier a permis de dégager un certain nombre d'objectifs communs et d'expériences à partager. Il s'est conclu sur l'adoption commune d'une déclaration d'intention de tous les participants.

Plusieurs ateliers sont prévus pour 2008 : un au Burkina Faso entre collectivités burkinabé, un franco-allemand entre Kehl et Strasbourg et peut-être burkinabé-franco-allemand, en novembre, dans le cadre de la Présidence française de l'Union européenne, lors des Journées du Développement qui auront lieu à Strasbourg.

Pour tous renseignements complémentaires : a.frey@cites-unies-france.org

MAURITANIE

Président : Michel Sapin, maire d'Argenton sur Creuse, député de l'Indre et Loire & président du groupe d'amitié parlementaire France-Mauritanie

Mission de Cités Unies France en Mauritanie

Une mission CUF conduite par Daniel Allioux, conseiller syndical au SAN de Sénart et composée d'une délégation du SAN de Sénart (Line Magne, Directrice générale du SAN de Sénart et maire adjointe à Moissy-Cramayel ; Jérôme Bourgis, responsable des relations internationales), de Savigny-le-Temple (Evelyne Lebault, maire adjointe), du Conseil régional Ile de France (Brigitte Field, chargée de mission aux relations internationales), de l'Association de jumelage Dardilly, Limonest, Champagne en Mont d'Or (Bruno Noiret et Arlette Bernard) et d'Astrid Frey (Cités Unies France) s'est rendue fin novembre en Mauritanie.



Cette mission avait trois objectifs. Premièrement, rechercher l'articulation entre les coopérations décentralisées et le projet PERICLES – projet d'appui à la décentralisation mené par la Commission européenne et les coopérations allemande, espagnole et françaises. Ensuite, prendre attache avec le nouveau bureau de l'Association des Maires de Mauritanie et le nouveau ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire (MDAT). Enfin, prendre connaissance du processus préparatif et des attentes éventuelles vis à vis du groupe pays Mauritanie en vue des Assises de la décentralisation (mai 2008).

Le projet PERICLES consiste à mettre en place quatre centres de ressources test, qui viseront à apporter un appui mutualisé à plusieurs communes. Les quatre territoires pressentis, situés au Sud du pays, recoupent partiellement des territoires en coopération avec des collectivités françaises. Cependant, le contenu et le fonctionnement de ces Centres de ressources n'étant pas encore arrêtés, l'articulation à rechercher avec les coopérations décentralisées est encore à trouver.

Le nouveau bureau de l'AMM a souhaité travailler avec le groupe pays Mauritanie de Cités Unies France à la définition de positions communes pour faire entendre la cause des communes mauritaniennes par les institutions. Les Assises de la Décentralisation pourraient faire l'objet en particulier d'une préparation commune, en faisant valoir l'expérience des collectivités françaises.

La délégation de Cités Unies France a été reçue par le ministre de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire, Monsieur Yahya Ould Kebd. Les échanges ont permis de prendre connaissance de la volonté des autorités mauritaniennes de mener de front une politique de décentralisation (y compris la création d'intercommunalités) et d'aménagement du territoire, ainsi que la création d'un nouveau niveau de collectivités locales, les régions, chargées du développement économique et de l'aménagement du territoire. Le ministre a fait part de son souhait de voir mettre en place un guichet unique pour le financement des collectivités locales.

Depuis le retour en France de la mission, début décembre, le groupe consultatif pour la Mauritanie s'est réuni à Paris, les 3 et 4 décembre ; la communauté internationale s'y est engagée à soutenir le programme présenté par le Premier Ministre mauritanien à hauteur de 2,18 milliards de dollars (contre 1,6 milliards demandés).

Par ailleurs, une première convention PERICLES a été signée entre l'Espagne, la Commission européenne et le gouvernement mauritanien pour la période 2008-2010, à hauteur de 13,4 millions d'Euros.

Pour plus d'information : Astrid Frey a.frey@cites-unies-france.org

MALI – NIGER – TOGO – SÉNÉGAL

Président du groupe-pays Mali : Guy-Michel Chauveau, Maire de La Flèche

Président du groupe-pays Niger : André Bussery, Maire honoraire de Juvisy/Orge

Président du groupe-pays Togo : Norbert Béalu, Conseiller municipal de Bressuire

Président du groupe-pays Sénégal : Janine Planer, Adjointe au Maire de Bouguenais



Réunions des groupes-pays

Les groupes-pays Mali (Président : Guy-Michel Chauveau, La Flèche), Niger Niger (Président : André Bussery, Juvisy/Orge), Togo (Président : Norbert Béalu, Bressuire) et Sénégal (Présidente : Janine Planer, Bouguenais) ont tenu leur dernière réunion de l'année, respectivement les 2 et 9 octobre, 8 et 9 novembre 2007.

Ces rencontres ont rassemblé, autour d'intervenants de haut niveau, parfois venus de loin, un grand nombre de collectivités, comités de jumelage, des associations et institutions partenaires ou encore des représentations diplomatiques et consulaires. Les présentations et débats qui ont suivi ont permis de faire le bilan de l'activité des groupes-pays en 2007 et de préparer les travaux de 2008. Ont été notamment présentés, le Dossier-pays Sénégal ainsi que les répertoires des partenariats de coopération décentralisée récemment édités (Mali) ou en cours de finalisation (Sénégal, Togo).

Les groupes-pays au sein desquels se développent des programmes concertés (Niger, Togo) se sont félicités de l'avancée de ces démarches collectives qui suscitent l'intérêt de nouvelles collectivités.

Les présidents et présidente de groupe-pays reviendront prochainement sur ces moments forts.

Informations complémentaires : Constance Koukoui, c.koukoui@cites-unies-france.org

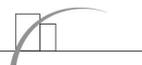
APPEL À PROJET DE L'UNION EUROPÉENNE

Mali

Appel à propositions ouvert aux collectivités territoriales maliennes dans le cadre de la composante « Coopération Décentralisée » du Programme d'Appui à la Réforme Administrative et à la Décentralisation au Mali (PARAD).

Date limite de soumission des propositions: 26 février 2008

Lien : <http://www.delmlt.ec.europa.eu/fr/siteindex/index.htm>



ÉTATS-UNIS

Président du groupe-pays : Michel Thiollière, sénateur-maire de Saint-Etienne

La ville de Seattle atteint les objectifs de Kyoto

La ville de Seattle (Etat de Wahington) est l'une des rares grandes villes des États-Unis à avoir réduit suffisamment ses émissions de gaz à effet de serre (GES) pour atteindre les objectifs du Protocole de Kyoto à la convention internationale sur le réchauffement climatique.

En 2005, les GES émis par les résidences, les commerces et les routes de la ville avaient chuté à 6,6 millions de tonnes métriques, une réduction de 8 p. 100 par rapport à 1990.

Greg Nickels, qui vient de recevoir les maires des États-Unis dans le cadre d'un congrès sur cette question a fait des changements climatiques un pilier de son administration. Plus de 650 maires ont joint le mouvement, qui vise notamment à pousser le gouvernement fédéral à signer la convention internationale.

Les dirigeants de Seattle ont cependant apporté un bémol : cette réalisation pourrait être de courte durée, à moins que la ville ne parvienne à réduire la conduite automobile – une source majeure de GES et l'une des plus difficiles à endiguer.

Les émissions provenant du transport ont de fait augmenté de 3 p. 100 au cours de ces 15 années, alors que les émissions liées à l'électricité, aux combustibles de chauffage et aux sites d'enfouissement ont toutes diminué.

D'après Warren Cornwall, Seattle Times

<http://collectivitesviables.fcm.ca/communiquel1150701.asp>

Calendrier des élections présidentielles américaines

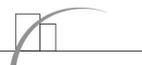
Les élections primaires pour les partis démocrate et républicain commencent dès le mois de janvier 2008 avec les États de l'Iowa, du New Hampshire, du Michigan, du Nevada, de Caroline du Sud et de Floride. Elles se poursuivront tout au long du premier semestre 2008 et aboutiront lors des conventions de Denver (démocrate) en août et de Minneapolis (républicaine) en septembre à la désignation des deux candidats en lice.

L'élection présidentielle aura lieu le 4 novembre et les résultats seront proclamés le 15 décembre 2008.

Vivre ensemble/ Waging peace

La Ville de Lyon est l'une des quatre villes françaises partie prenante du programme sur la diversité dans nos villes. Elle vient d'accueillir la délégation américaine de sa ville partenaire, Saint-Louis (Missouri). Le maire du 9^{ème} arrondissement de Lyon, Hubert Julien-Laferrière, a fait découvrir le quartier de La Duchère à la délégation américaine.

Il semblerait que les deux villes s'accordent pour monter un projet avec leurs acteurs locaux sur l'intégration des jeunes issus des quartiers dits « fragiles » dans les entreprises.



L'ambassadeur Stappelton a également fait le déplacement à Lyon et échangé avec le maire Gérard Collomb. Il s'est également rendu à Vaulx-en-Velin où il s'est entretenu avec le maire Maurice Charrier, ainsi que des habitants de la commune sur le sujet de la diversité.

La Nouvelle-Orléans comme si vous y étiez !

Michel Thiollière, sénateur-maire de Saint-Etienne avait conduit en mars 2007 une délégation d'élus français venus échanger avec les acteurs locaux de La Nouvelle-Orléans sur la reconstruction après le cyclone Katrina.

TV5, opérateur de la Francophonie, met en ligne un nouveau parcours interactif de sa collection « Cités du Monde ». Reportages sur les ravages de Katrina, albums-photos, chansons, interviews de linguistes, ...vous permettent de mieux comprendre et sentir la culture de cette Amérique à la fois proche et étrangère.

<http://www.cites.tv/citesdumonde/destinations.php?idDest=10>

Contact pour les Etats-Unis : g.traore@cites-unies-france.org



Charles Josselin, Invité d'honneur à La Havane

Chaque année, la ville de La Havane organise à l'occasion de l'anniversaire de sa fondation, une rencontre des Villes latino-américaines et européennes pour la Coopération et la Solidarité. L'Ambassadeur de Cuba en France, M. Rogelio Sanchez Lewis avait informé notre président qu'il était invité d'honneur pour l'édition 2007 de cet événement du 14 au 17 novembre, en tant que Sénateur, ancien Ministre de la Coopération et Président de Cités Unies France.

La préparation du séjour de la délégation de Cités Unies France, composée de Charles Josselin et de Jean-Marc Deschamps (Vice-président du Groupe Caraïbes) s'est déroulée dans les meilleures conditions, tant avec notre Ambassade à La Havane qu'avec l'Ambassade de Cuba à Paris. Un certain nombre de rencontres avec des personnalités des autorités cubaines avaient été prévues, dont M. Blanco, Vice-ministre du MINVEC (Ministère de l'Investissement Etranger et de la Coopération, M. Carlos Lage, Vice-Président du Conseil d'Etat, M. Lazo, Conseiller d'Etat chargé de la Coopération avec Haiti, M. Caballero, Vice-ministre des Affaires Etrangères et M. Ricardo Alarcon, Président de l'Assemblée Nationale.

Une première journée fut consacrée à la visite de divers sites de la ville de Regla (coopération pilote avec la CU Dunkerque et Brou sur Chantereine, cofinancée par le Ministère des Affaires Etrangères), dont le maire M. Raul Carmona s'avéra être un défenseur convaincu de la coopération décentralisée « à la française » au cours des diverses discussions.

Lors des XVèmes Rencontres au Palais des Conventions, réunissant plus de 400 personnes, représentant 30 pays, Charles Josselin consacra une intervention remarquée à la décentralisation et la coopération décentralisée.

M. Lage et M. Lazo, très occupés par d'importantes inondations dans le pays n'ont pu nous recevoir. Au cours des différents entretiens, conviviaux et très intéressants, avec M. Blanco, Mr Caballero ou M. Alarcon, Charles Josselin a présenté et commenté la coopération décentralisée française et notre organisation Cités Unies France. Il a largement insisté sur la nécessité de promouvoir et de développer ce type de coopération entre nos deux pays, notamment à travers le groupe pays Caraïbes de Cités Unies France.

Pour cela, il est important que les autorités cubaines réfléchissent à un assouplissement de leur position visant à refuser tout projet où figurent des financements des Etats membres de l'Union Européenne (sauf l'Espagne) et de même, que l'Etat français puisse engager une réflexion pour la normalisation des relations bilatérales avec Cuba. Nos interlocuteurs ont été attentifs à cette discussion. Il faut rappeler en effet, que les autorités cubaines demandent que les coopérations bilatérales avec l'UE et ses membres se fassent sans conditions, ce qui n'est pas le cas depuis 2003.

Dans cette démarche volontaire de nécessaire normalisation des rapports entre la France et Cuba, Mrs Caballero et Charles Josselin ont émis le souhait que le Ministre français de la Coopération, M. Jean-Marie Bockel, puisse effectuer dans les prochains mois un voyage officiel à Cuba.



Enfin, ce séjour a également été marqué par des entretiens avec notre Ambassadeur, M. Frédéric Doré et son équipe, notamment lors d'un déjeuner à la résidence avec d'autres acteurs de la coopération française. M. Doré regrette la position cubaine qui ne favorise pas le plein exercice de sa fonction mais il reste confiant dans l'avenir du pays et dans l'évolution de ses relations avec la France.

Note : La Ville de La Havane est membre de CGLU.

Jean-Marc Deschamps, Maire de Brou sur Chanteraine, Vice-président du groupe Caraïbes

BRÉSIL

Président du comité de suivi de la coopération décentralisée franco-brésilienne : Michel Vauzelle, Président du conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Les rencontres de la coopération « décentralisée et fédérative » franco-brésilienne

Les 2èmes rencontres de la Coopération décentralisée et fédérative franco-brésilienne ont eu lieu les 12, 13 et 14 novembre 2007, à la mairie de Belo Horizonte. Plus de trois cent personnes ont participé, dont une centaine pour la délégation française.

Fernando Pimentel, Maire de Belo Horizonte, Wilfredo dos Mares Guia, Ministre en Chef du Secrétariat des affaires institutionnelles de la Présidence de la République, Michel Vauzelle, Président de la région PACA, Charles Josselin, Président de Cités Unies France, Antoine Pouillieute, Ambassadeur de France et Antoine Joly, Délégué pour l'action extérieure des collectivités locales étaient présents à la cérémonie d'ouverture.

Ces rencontres marquent une nouvelle étape dans l'essor de cette coopération décentralisée et fédérative franco-brésilienne en permettant d'établir des procédures communes prenant en compte les organisations administratives et les compétences propres de chaque pays.

Des thèmes prioritaires de cette coopération ont été abordés au cours des ateliers : attractivité territoriale et innovation, politiques d'inclusion sociale et jeunesse, politiques urbaines, développement territorial durable, politique culturelle locale, économie sociale, solidaire et populaire. Leurs convergences et leurs intérêts partagés ont été mises en valeur à partir d'expériences innovantes, de manière à disposer de méthodologies communes en vue de résultats concrets.

La tenue de **l'année de la France au Brésil du 21 avril au 15 novembre 2009** a été annoncée. Le comité binational de suivi de la coopération décentralisée franco-brésilienne participera, à sa réalisation et à sa préparation, en étroite coordination avec les commissariats brésilien et français.

Les IIIes rencontres auront lieu en 2009 et seront accueillies par la région Rhône Alpes.

Les conclusions des ateliers ainsi que la déclaration de ces 2èmes rencontres sont disponibles sur le site de Cités Unies France

http://www.cites-unies-france.org/html/regions/ameriquelat/ameriquelat_index.html



UNION EUROPEENNE – AMÉRIQUE LATINE

Le forum des collectivités Union Européenne - Amérique Latine

Le 1^{er} forum des collectivités locales de l'Union Européenne, de l'Amérique latine et des caraïbes - cohésion sociale et coopération décentralisée - a eu lieu les 29 et 30 novembre au Sénat et l'Hôtel de Ville de Paris. Ce forum avait été décidé par le sommet des chefs d'Etat de l'Union européenne et Amérique Latine. Deux cent personnes, plus particulièrement des maires et des élus des collectivités locales de 17 pays d'Amérique Latine et de 10 pays européens ont participé pour débattre sur les thèmes de la cohésion sociales et la coopération décentralisée.

Jean-Marie Bockel, Secrétaire d'Etat à la Coopération et de la Francophonie, lors de son allocution à la session d'ouverture du forum a signalé « *que pour la première fois, quatre états au sein de l'Union européenne, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la France, ont proposé à l'Union, Européenne et à tous les autres Etats d'ajouter au dialogue qui existe depuis de nombreuses années entre les deux continents et les Etats qui les composent, un étage supplémentaire, celui de la proximité de terrain, de la responsabilité locale qui incarne les élus locaux, conscients que les deux espaces régionaux et les Etats ont tout à gagner à impliquer davantage les échelons locaux dans les politiques de coopération.* »

Signalons deux propositions concrètes : la consolidation de ce Forum des collectivités Locales de l'Union Européenne, de l'Amérique latine et des Caraïbes, comme espace permanent de dialogue et de concertation politique des gouvernements locaux de ces régions, reconnu par les Sommets Union Européenne, l'Amérique Latine et les Caraïbes. Dans cette optique, la tenue des 2^{èmes} et 3^{èmes} Forum se déroulera en Amérique Latine en 2009 et le suivant en Europe en 2011.

Il a également été proposé de désigner, en accord avec les associations et les réseaux de villes et des gouvernements locaux, une délégation d'élus locaux européens et latino-américains qui sera chargée de présenter les conclusions de ce forum au V^{ème} sommet des Chefs d'Etat et de gouvernements de l'Union Européenne-Amérique Latine et Caraïbes, qui aura lieu à Lima (Pérou) en mai 2008.

Les conclusions des plénières et des ateliers ainsi que la déclaration finale du forum seront bientôt sur le site de Cites Unies France.

Contact : Felicia Medina f.medina@cites-unies-france.org



CHINE

Accord de partenariat entre Cités Unies France et l'Association du Peuple chinois pour l'Amitié avec l'Etranger

À l'occasion des deuxièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise, les 22 et 23 novembre 2007, à Bordeaux, en présence de M. Jacques Valade, Sénateur et président du « Comité Chine de la Commission nationale de la Coopération décentralisée », le président de Cités Unies France, M. Charles Josselin et M. Chen Haosu, président de l'Association du Peuple chinois pour l'Amitié avec l'Etranger ont signé un accord de partenariat.

Les deux associations souhaitent développer la coopération entre les collectivités territoriales chinoises et françaises et explorer les possibilités de mettre en place des coopérations trilatérales entre collectivités territoriales chinoises, françaises et des pays en voie de développement, au bénéfice du développement.

Retrouvez le contenu de cet accord et plus d'informations sur le site internet de CUF : http://www.cites-unies-france.org/html/regions/asia/chine_index.html

JAPON

Premières rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise, Nancy, octobre 2008

L'année 2008 sera marquée par le 150ème anniversaire des relations diplomatiques franco-japonaises. A cette occasion, la ville de Nancy accueillera les premières rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise, les lundi 27 et mardi 28 octobre 2008.

Ces rencontres porteront sur la décentralisation et la gouvernance locale en France et au Japon. Elles ont pour objet de permettre aux collectivités françaises et japonaises, déjà ou non engagées dans un partenariat, d'échanger leurs points de vue autour de leurs expériences respectives en la matière.

Pour plus d'informations, merci de contacter : Bertrand Gallet, directeur général : coop-dec@cites-unies-france.org

VIETNAM

Président du groupe-pays : Jean-Pierre Brard, député-maire de Montreuil

Actes des 7èmes Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne

Les actes des 7èmes Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne, qui ont eu lieu à Montreuil, les 22 et 23 octobre derniers, seront disponibles d'ici fin janvier/début février.

Ils prendront la forme d'un CD-Rom et seront envoyés à chaque participant des assises.

Par ailleurs, vous pourrez retrouver le contenu des actes de ces rencontres sur le site internet dédié aux Assises, qui restera accessible pendant un an.

Lien : <http://www.assises-france-vietnam.com>

Pour plus d'informations, merci de contacter : Hélène Migot, Chargée de mission Europe/Asie : h.migot@cites-unies-france.org



BALKANS

Président(e)s des groupe-pays de la zone :

Présidente du groupe-pays Croatie : Colette HUVENNE-VANHOYE, Adjointe au maire de Tourcoing, Conseillère Régionale Nord-Pas-de-Calais

Président du groupe-pays Serbie : Alain FREMONT, Adjoint au maire de Nevers

Premières rencontres régionales dans les Balkans

Les Premières rencontres régionales de la coopération transfrontalière, du développement durable, des territoires et de la coopération décentralisée dans les Balkans, qui devaient avoir lieu en juillet dernier, devraient avoir lieu à Sofia au mois de juillet 2008.

Pour plus d'informations, merci de contacter : Hélène Migot, Chargée de mission Europe/Asie : h.migot@cites-unies-france.org

Nouvelles demandes de partenariat

Retrouvez sur notre bourse des partenariats de nouvelles demandes de partenariats de collectivités territoriales d'Europe du Sud-Est, et notamment d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine et de Serbie.

Lien :

<http://www.cites-unies-france.org/html/bourse/europeest.html?region=EuropeDelEst>

Pour plus d'informations, merci de contacter : Hélène Migot, Chargée de mission Europe/Asie : h.migot@cites-unies-france.org

Mise en œuvre du programme « Instrument de Pré-Adhésion » (IPA) de l'Union européenne dans les Balkans

Les documents stratégiques de programmation indicatif multi-annuel (MIPD) et les documents de programmation annuel pour 2007 de l'IPA, sur la base desquels les appels d'offre seront lancés, ont été adoptés pour chacun des pays de la zone.

Pour plus d'informations, merci de contacter : Hélène Migot, Chargée de mission Europe/Asie : h.migot@cites-unies-france.org

Rapport sur les relations entre l'Union européenne et les pays d'Europe du Sud-Est

Le Conseil économique et social a publié récemment une étude sur « Les Balkans occidentaux et l'Union européenne ». Cette étude s'attache à présenter les atouts et les difficultés du rapprochement entre les pays des Balkans occidentaux et l'Union européenne et également le rôle des sociétés civiles dans ce processus.



La Croatie : un nouveau membre du Conseil de sécurité des Nations unies

Élections législatives en Croatie : 25 novembre 2007

L'Union démocratique (HDZ), parti du Premier ministre sortant, Ivo Sanader, est arrivée en tête des élections législatives qui se sont déroulées en Croatie, le 25 novembre 2007. Il remporte 60 sièges au Parlement, soit 6 de moins que lors de la précédente législature et devance le Parti social-démocrate (SDP), principale formation d'opposition dirigée par Zoran Milanovic, qui obtient 57 députés, soit 23 de plus que précédemment.

Signature de l'accord de stabilisation et d'association avec la Bosnie-Herzégovine

Le 4 décembre dernier, Olli Rehn, commissaire européen à l'Elargissement, a paraphé l'accord de stabilisation et d'association (ASA) avec la Bosnie-Herzégovine. La Bosnie-Herzégovine est le dernier pays d'Europe du Sud-Est à conclure un ASA avec l'Union européenne.

Élection présidentielle en Bosnie-Herzégovine : 9 décembre 2007

Rajko Kuzmanović, candidat du Parti des socio-démocrates indépendants (SNSD), a été élu président de la Republika Srpska, avec 44,53% des votes, le 9 décembre dernier. Ce scrutin a été surveillé par la Commission électorale centrale de Bosnie-Herzégovine (CIK) et par une délégation du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe.

Élection présidentielle en Serbie : 20 janvier 2007

Statut du Kosovo

Les négociations sur le statut final du Kosovo, tenues depuis quatre mois sous la médiation de la troïka internationale (Union européenne, États-Unis et Russie), ont échoué. La majorité albanaise souhaite rapidement déclarer l'indépendance totale du Kosovo, ce à quoi s'oppose radicalement la Serbie, soutenue en ce sens par la Russie. Tandis que la Serbie demande la poursuite des négociations, les membres de l'Union européenne ne sont pas parvenus, lundi 10 décembre, à une position unanime sur l'indépendance du Kosovo.

Les chefs d'Etat européens devraient adopter une position commune lors du Conseil européen de Lisbonne du 14 décembre prochain. Le Conseil de sécurité des Nations Unies débattrait, quant à lui, du Kosovo le 19 décembre prochain, mais Moscou a déjà prévenu que la Russie lancerait un appel en faveur d'un nouveau cycle de négociations.



Élections législative et municipale au Kosovo : 17 novembre 2007

C'est le PDK, le Parti Démocratique du Kosovo d'Hachim Thaci, ancien chef de la guérilla albanaise indépendantiste, qui a remporté les élections législatives du 17 novembre dernier au Kosovo, avec plus de 34% de votes (NB: Le Parlement kosovar compte 100 sièges albanais et 20 autres réservés aux minorités, serbe et non albanaises / le PDK a obtenu 37 sièges). La LDK, la Ligue Démocratique du Kosovo du président kosovar Fatmir Sejdiu a obtenu 22,6 % de votes, soit 25 sièges. Ces deux formations en faveur de l'indépendance du Kosovo cherchent aujourd'hui à former un gouvernement de coalition.

La victoire du PDK et la position forte de la LDK sont également confirmées au niveau municipal.

Ces élections ont été surveillées par 150 observateurs du Conseil de l'Europe et 25.000 observateurs locaux. Elles ont été marquées par une abstention massive des Serbes et une faible participation de la population albanaise, de l'ordre de 40% contre 51% aux précédentes élections de 2004: il s'agit du plus faible taux de participation depuis 1999.

ROUMANIE

Présidente du groupe pays : Christiane Eckert, adjointe au maire de Mulhouse

Les IIIèmes assises de la coopération décentralisée franco-roumaine se sont déroulées comme prévu les 15-16 novembre 2007 à Nantes.

La manifestation connut un réel succès, visible au nombre de participants roumains et français (plus de 450 personnes ont fait le déplacement) et à la richesse des débats tenus en plénières et en ateliers. Ces Assises ont, une fois de plus, témoigné du dynamisme des partenariats franco-roumains. Les thèmes de cette coopération abordés lors des ateliers ont mis en valeur les points de convergences entre français et roumains et ont révélé l'intérêt qu'il y a à disposer de méthodes communes de travail.

En attendant les actes définitifs des Assises, vous pouvez télécharger sur le site Internet de Cités Unies France, les synthèses des Tables rondes et Ateliers présentées lors de la session de conclusion finale des Assises.

http://www.cites-unies-france.org/html/regions/europeest/roumanie_index.html

Pour tous renseignements complémentaires : Fabiola Rivas, f.rivas@cites-unies-france.org

REPUBLIQUE TCHEQUE

Présidente du groupe-pays : Marie-Françoise Muller, vice-présidente du Conseil régional de Bourgogne

Présentation du programme Présidence UE 2008-2009

La succession des présidences, française et tchèque, de l'Union européenne entre le 1er juillet 2008 et le 30 juin 2009, suscite un dialogue politique renforcé entre Paris et Prague. La visite en France du Premier Ministre tchèque, M. Topolanek, les 8 et 9 octobre 2007, en a été l'illustration.



En complément de ce dialogue politique, l'ambassade de France en République tchèque a mis en place un programme d'actions intitulé Présidence UE 2008-2009. Son objectif est double : contribuer au succès, pour nos pays comme pour l'Union européenne, de cette séquence franco-tchèque en Europe ; utiliser cet agenda exceptionnel pour développer les échanges, déjà nombreux, entre les deux pays.

Ainsi seront notamment menés un programme de formation au français pour 1300 fonctionnaires tchèques avec le soutien de l'Organisation Internationale de la Francophonie, des échanges de diplomates et de fonctionnaires de ministères techniques. L'année économique franco-tchèque débutera en juillet prochain et couvrira ainsi les deux présidences française puis tchèque.

L'Ambassade de France proposera par ailleurs des rencontres de travail entre collectivités tchèques et françaises sur des sujets d'intérêt communs.

Source site de l'Ambassade de France à Prague www.france.cz
Contact : g.traore@cites-unies-france.org

ACTUALITÉ - SLOVAQUIE

La Slovaquie prête à rejoindre la zone euro en 2009.

Robert Fico, Premier ministre slovaque, a déclaré le 3 décembre dernier aux eurodéputés que la Slovaquie remplirait tous les critères nécessaires pour rejoindre la zone euro en 2009.

RUSSIE

Élections législatives en Russie : 2 décembre 2007

Élection présidentielle en Géorgie : 5 janvier 2008

A ce jour, 22 personnes sont candidates à la fonction présidentielle. Parmi elles figurent Mikhaïl Saakachvili, ancien président, démissionnaire depuis le 25 novembre dernier, Levan Gatchetchiladze (candidat de la coalition de l'opposition), Davit Gamqrelidze, soutenu par Nouvelle droite, l'Industrie sauvera la Géorgie et le Parti national-démocrate, et Shalva Natelashvili, leader du parti travailliste (SLP).



PALESTINE

Président du RCDP : Claude Nicolet, Conseiller communautaire de Dunkerque

Assises de la Coopération décentralisée franco-palestiniennes à l'Institut du monde arabe

Le Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine et Cités Unies France ont organisé, les 3 et 4 décembre derniers à l'Institut du monde arabe, les Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne.

Cet événement exceptionnel a pu réunir, grâce notamment à l'aide du Ministère des affaires étrangères et européennes, de la Délégation de la Palestine en France, les collectivités françaises et palestiniennes entretenant des coopérations. Le RCDP a de plus invité un certain nombre de collectivités locales palestiniennes n'ayant pas encore de coopérations en France.

Plus d'une cinquantaine de maires palestiniens étaient présents mais aussi des personnalités palestiniennes, françaises et européenne, tels les Ministres palestiniens du Gouvernement local et de la Culture, Messieurs Zeyad Albandaq et Ibrahim Abrash, la Déléguée Générale de Palestine en France, Mme Hind Khoury, le Président de l'IMA, M. Dominique Baudis, le Président de Cités Unies France, Sénateur et ancien Ministre M. Charles Josselin, et Messieurs Jean-Paul Frécon, Vice-Président du CPLR du Conseil de l'Europe, et Michel Delebarre, Président du Comité des Régions de l'Europe.

Malgré une nouvelle période de crise aigue, les collectivités territoriales françaises poursuivent leur travail de terrain, de coopération, en contact direct avec les populations locales. Le nombre de collectivités voulant s'engager en Palestine va même croissant, démontrant l'importance et la nécessité de la coopération décentralisée dans un tel contexte.

Ces Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne ont été l'occasion de travailler et d'échanger de manière directe avec les représentants du peuple palestinien. Ces rencontres répondent à la volonté de donner un véritable élan aux rapprochements des acteurs locaux français et palestiniens. Elles ont permis un dialogue sur les besoins des collectivités locales palestiniennes, et sur le développement de nouveaux partenariats.

La coopération décentralisée rédige sa « Feuille de route »

Bientôt sur le site de Cités Unies France le document final et l'Agenda des prochaines activités du RCDP.

*Pour tous renseignements complémentaires, veuillez vous adresser à **Simoné Giovetti** (med@cites-unies-france.org) ou **Linda Naili** (l.naili@cites-unies-france.org)*



ACTUALITÉ TERRITOIRES PALESTINIENS – ISRAËL

Conférence de Paris : La Conférence internationale des donateurs pour l'Etat palestinien se déroulera à Paris à partir du 17 décembre.

Cette conférence a pour but de "mobiliser les donateurs dans la continuité de la conférence d'Annapolis, et de fournir un soutien financier et politique à l'Autorité palestinienne qui doit lui permettre de se doter de véritables structures propres à un Etat viable". Elle est co-présidée par la France, par Tony Blair, envoyé spécial du quartette pour le Proche-Orient, par la Norvège et par la Commission européenne.

Nicolas Sarkozy a reçu le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas la veille à l'Elysée pour préparer cette conférence.

Les suites d'Annapolis et la situation dans les Territoires : Les négociateurs israéliens et palestiniens se sont réunis le 12 décembre pour les premières négociations de paix officielles depuis sept ans, dans le cadre du processus initié lors de la conférence internationale de paix d'Annapolis fin novembre. Cette séance devait permettre de jeter les bases de discussions détaillées sur les points-clés que sont les frontières, le statut de Jérusalem et le retour des réfugiés palestiniens de 1948.

Les discussions ont été maintenues en dépit des appels au boycott lancés par certains Palestiniens en raison du projet d'Israël de lancer la construction de 300 nouveaux logements à Jérusalem-Est. La construction de logements dans cette même colonie située près de Bethléem avait fait échouer de précédentes négociations en 1997. « La question essentielle qui figure à notre agenda aujourd'hui est l'arrêt de toutes les activités de peuplement », a déclaré le négociateur palestinien Saëb Erekat.

Cette réunion est intervenue au lendemain de la plus importante incursion de l'armée israélienne dans la bande de Gaza depuis son retrait du territoire en septembre 2005. Une trentaine de chars et de blindés israéliens sont entrés dans le sud de la bande de Gaza près de Rafah, où cinq activistes ont été tués dans les affrontements qui ont suivi. Le Djihad islamique a affirmé avoir tiré 14 roquettes en direction du territoire israélien et a promis de continuer.

ISRAËL

Président du groupe-pays : Charles Assoulines, Maire adjoint de Créteil

Une mission de Cités Unies France a été organisée en Israël du 10 au 15 décembre en vue de la préparation des Assises de la coopération décentralisée franco-israéliennes.

*Pour tous renseignements complémentaires, veuillez vous adresser à Simoné Giovetti
med@cites-unies-france.org)*

APPEL À PROJET EUROPÉEN

Israël

Appel à propositions ouvert aux autorités locales israéliennes pour la réalisation d'activités culturelles au niveau local et régional

Date limite de soumission des propositions: 31 janvier 2008

Lien : <http://www.delisr.ec.europa.eu/english/calls4props.asp?id=470>



ACTUALITÉ LIBAN

Le général François el-Hajj a été assassiné le 12 décembre dans un attentat à la voiture piégée près de Beyrouth. L'assassinat, condamné par la communauté internationale, est le dernier d'une série d'attentats depuis 2004 au Liban ayant visé des personnalités politiques et coûté la vie à huit d'entre eux. Il s'agit du premier attentat visant l'armée, considérée comme la seule institution solide et unie du Liban, qui connaît sa pire crise politique depuis la fin de la guerre civile.

Très proche du chef de l'armée Michel Sleimane, François el-Hajj, 54 ans, chef des opérations de l'armée, était pressenti pour le remplacer au cas où le premier serait élu président.

L'attentat est intervenu alors que l'opposition soutenue par la Syrie et la majorité antisyrienne divergent toujours sur le mécanisme d'un amendement constitutionnel permettant l'élection du général Sleimane à la présidence de la République et sur la composition du futur gouvernement, bien que le général Sleimane soit un candidat de consensus aux yeux de la majorité et de l'opposition. L'élection présidentielle en est à son huitième report depuis le mois de septembre 2007, et les milieux politiques évoquent l'impossibilité d'organiser un vote à l'Assemblée avant mars 2008.

ALGÉRIE

Président du groupe-pays Algérie : Georges Morin, maire-adjoint de Gières

Réunion du groupe-pays Algérie

Le groupe-pays Algérie s'est réuni le mercredi 12 décembre 2007 à Cités Unies France.

Le groupe-pays Algérie s'est réuni au lendemain des deux attentats qui ont frappé Alger et les membres du groupe-pays ont souhaité faire part de leur tristesse et de leur indignation suite à ces actes odieux perpétrés devant la Cour Suprême (Ben Aknoun) et le siège du Haut Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés (Hydra), faisant plus de 60 victimes et de nombreux blessés.

Face à ce drame, Cités Unies France tient à réitérer tout son soutien et toute sa solidarité avec le peuple algérien et est plus que jamais engagée à poursuivre ses actions et de favoriser les échanges, le dialogue avec l'Algérie.

En présence de Philippe Georgeais, conseiller de coopération et d'action culturelle à l'Ambassade de France à Alger et de Damien Cristofari (direction ANMO au ministère des affaires étrangères), la réunion était aussi l'occasion de revenir sur l'actualité politique algérienne, et tout particulièrement d'évoquer les retombées de la visite du Président Sarkozy en Algérie et des élections municipales.

La visite du président français a abouti à des résultats positifs au niveau de la coopération (les deux pays ont signé une convention de partenariat avec un texte important prenant en compte tous les domaines de la coopération franco-algérienne, et notamment la coopération décentralisée) mais également sur les plans économiques et financiers.

Les électeurs algériens se sont peu déplacés aux urnes lors des élections locales. Le résultat officiel annonce 43 à 44% de votants (25% à Alger) et a vu le renforcement du pôle conservateur FLN/RND et la marginalisation des partis islamiques sur la scène politique. La presse algérienne a très peu suivi ces élections, qui se sont déroulées dans une certaine indifférence.



Cette réunion a aussi été l'occasion de rendre compte de notre mission du 10 au 12 septembre 2007 à Alger et Boumerdès et de présenter un premier bilan du programme franco-algérien enfance-jeunesse (PCPA).

Un compte-rendu de cette réunion sera disponible très prochainement.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez vous adresser à Linda Naili (l.naili@cites-unies-france.org)

MAROC ACTUALITÉ

Sahara occidental : Le 12 décembre, les autorités marocaines ont exhorté les Nations unies à s'opposer à la tenue d'un congrès du Front Polisario à Tifariti prévu la même semaine, et au cours duquel sera débattue une motion prônant la mise en oeuvre de préparatifs militaires. Son adoption marquerait une rupture avec la stratégie en vigueur du Front Polisario depuis 16 ans.

L'initiative du mouvement indépendantiste sahraoui « menace la stabilité du Maghreb et les discussions prévues le mois prochain entre les deux parties », souligne Rabat dans une lettre adressée à Ban Ki-moon, secrétaire général de l'Onu, reprise par la presse officielle marocaine.

Immigration : Plus de cinquante migrants subsahariens ont disparu le 8 décembre après le naufrage de leur embarcation dans les eaux territoriales du Maroc au large de Dakhla (sud du Sahara occidental).

Le naufrage a eu lieu lors d'une tentative d'émigration vers les Iles Canaries. La nationalité des candidats à l'émigration clandestine vers l'archipel espagnol n'a pas été précisée.

APPEL À PROJETS EUROPÉENS

Programme Euromed Jeunesse III

Ce programme a pour objectif de promouvoir la mobilité des jeunes et la compréhension entre les peuples. Il est opérationnel en Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie, et Turquie. Le troisième et dernier appel à projet sera lancé au 1er décembre 2007.

Date limite de soumission des propositions : 1er février 2008

Programme Euromed jeunesse IV

Le programme a pour objectif de renforcer la compréhension mutuelle et le dialogue entre les cultures par la promotion du patrimoine culturel méditerranéen et par la sensibilisation du public.

Date limite de soumission des propositions : 15 février 2008



AGENDA DES RÉSEAUX DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE EN MÉDITERRANÉE POUR 2008

17-18 Janvier 2008 : Forum international tourisme solidaire et développement durable pour les pays du bassin méditerranéen (FITS Méditerranée) – Marseille

Organisateurs : Conseil Régional PACA, Cités Unies France, CGLU Commission Méditerranée, Réseau DELTA (tourisme responsable et solidaire en régions PACA et Rhône-Alpes).

Appui : Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE), Ministère de la Consommation et du Tourisme, Ministère de l'Environnement, du Développement et de l'Aménagement Durables (MEDAD).

10-11 février 2008 – Dubaï : Forum euro-arabe des villes

Organisateurs : Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), Comité Permanent pour le Partenariat Euroméditerranéen des pouvoirs locaux et régionaux (COPPEM), Organisation des Villes Arabes (ATO).

23-24 Mai 2008 - Venise : Réunion du réseau des Collectivités Européennes pour la Paix au Proche-Orient (COEPPPO)

Modalités de l'événement non connues à ce jour.

Contact : Simoné Giovetti, Chargé de mission Méditerranée, Cités Unies France : 01 53 41 81 87 / med@cites-unies-france.org.

26-28 mars 2008 – Athènes : 6^{ème} Forum de l'Alliance Mondiale des Villes contre la Pauvreté

Organisateur : PNUD.

Objectif : Renforcement de la gouvernance démocratique locale pour éradiquer la pauvreté et réaliser effectivement les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Contact : mohand.cherifi@undp.org

12-13 juin 2008 - Marrakech : Forum Méditerranéen de la société de la connaissance (sous réserve)

Enjeux : L'intelligence territoriale au service de l'aménagement durable ; Les infrastructures et les nouvelles solutions de télécommunication ; Le e-gouvernement adapté à la décentralisation ; L'innovation technologique pour : transports, mobilité et logistique / maîtrise des risques climatiques, naturels et industriels ; Le financement de projets novateurs.

Informations complémentaires & contact : <http://euromed-knowledgesociety.org>.

1-3 octobre 2008 - Bayonne : 36^{ème} AG de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe (CRPM)

Modalités de l'événement non connues à ce jour.

Contacts : Xavier GIZARD, Secrétaire général, CRPM : xavier.gizard@crpm.org

& Marie-Ange ORIHUELA, Directrice en charge des relations extra-européennes, CRPM : marie-ange.oriuela@crpm.org.



30-31 octobre 2008 – Marseille : Colloque « Europe et sécurité en Méditerranée »
En présence d'Hervé Morin, Ministre de la Défense.

*Contact : Michelle Reynaud, Directrice des Relations internationales, Ville de Marseille :
04 91 14 64 57 / mreynaud@mairie-marseille.fr*

Octobre 2008 – Istanbul : Conseil Mondial de CGLU
Date non déterminée à ce jour.

3-4 novembre 2008 – Marseille : Réunion des Ministres des Affaires étrangères de l'Union Méditerranéenne

Semaine du 17 au 23 novembre 2008 – Marseille : Forum des Autorités Locales et Régionales de la Méditerranée
Dates à préciser.

Organisateurs : Commission Méditerranée de CGLU, Comité des Régions.

*Contacts : Bertrand Gallet, Directeur général, Cités Unies France : 01 53 41 81 81 / coop-
dec@cites-unies-france.org*

*Laurence Griette, Chargée de mission, Commission Méditerranée de CGLU : 04 91 99 24
58 / lgriette@commed-cglu.org*



Le volontariat Sud/Sud à l'AFVP, une nouvelle étape de la coopération

La loi sur le Volontariat de Solidarité Internationale (VSI) de 2005 autorise désormais le recrutement de candidats non européens par les associations de VSI agréées par l'Etat. L'Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP) se lance dans la brèche, avec le soutien du ministère des Affaires étrangères*. En décembre 2007, ce sont 6 Volontaires du Progrès ressortissant de pays du Maghreb et d'Afrique de l'Ouest qui ont été recrutés par l'AFVP. Cette évolution préfigure la mise en place d'un programme de volontariat Sud/Sud plus ambitieux.

Début 2007, l'AFVP et Coordination SUD signent un accord visant à mobiliser auprès de plates-formes d'ONG du Sud, des Volontaires originaires de pays du Sud.

Le premier Volontaire « d'un nouveau genre » s'appelle Guy Aho Tete Benissan. Il part rejoindre les locaux du tout nouveau REPAOC (Réseau des Plates-Formes Nationales d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du Centre) à Dakar, au Sénégal. Il va y coordonner les travaux des huit plates-formes qui le composent (Bénin, Burkina-Faso, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Tchad et Togo). Il assurera également la communication et la promotion du réseau auprès des institutions régionales.

Jusque là, une mission dense mais classique. A la différence près que cet ancien professeur d'histoire-géo, diplômé en démographie et titulaire d'un DESS en Pratiques sociales du développement, est né il y a 35 ans, à Lomé, au Togo. C'est la première fois qu'un Volontaire partant rejoindre une ONG d'un pays du Sud est lui-même originaire d'un pays en développement.

Une façon nouvelle de concevoir la coopération : orientée Nord-Sud jusqu'ici, la voilà pensée Sud-Sud. Pourquoi une telle évolution ?

« Nous voulons conforter nos homologues des pays du Sud et appuyer l'émergence de coalitions régionales d'ONG. La voix des organisations des sociétés civiles africaines ne sera forte face aux institutions régionales et internationales, que si de telles coalitions s'organisent. En élaborant des positions communes sur les grands débats publics et sur les thèmes de la négociation internationale, les plates-formes africaines, comme celles d'Amérique latine et d'Asie contribuent à rééquilibrer les négociations », rappelle Henri Rouillé d'Orfeuil, président de Coordination Sud, qui rassemble les associations de solidarité et de développement, en France. « Aussi est-il important que les animateurs de ces coalitions soient des nationaux des pays concernés ».

C'est le cas de Guy. Reste qu'en acceptant de partir, il renonce à son permis de travail en France. « Je pars pour faire mes preuves. Ce poste de deux ans est un tremplin pour ma carrière », répond-il, confiant.

5 autres Volontaires du Progrès, dont un jeune sénégalais, ont été recrutés. Ils rejoindront les plates-formes d'ONG du Tchad, du Niger et du Mali.

*Le « Contrat d'Objectifs et de Moyens 2007 – 2009 » signé en décembre 2006, entre le ministère des Affaires étrangères et l'AFVP a pour objectif, la mise en œuvre de formes diversifiées de volontariat et notamment le volontariat Sud-Sud, Sud-Nord, ou le volontariat du co-développement.



Pour plus d'information, veuillez contacter :

Frédérique Williams, Chargée de communication, Courriel :
frederique.williams@afvp.org

PROGRAMME VVSI – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES (MAEE)

Le MAEE propose, depuis 1991, à des jeunes de 17 à 25 ans, en difficulté ou issus des quartiers sensibles, dans le cadre d'un programme intitulé "Ville, vie, vacances – Solidarité internationale" (VVV/SI), la réalisation d'actions de solidarité internationale dans les pays de la zone de solidarité prioritaire - ZSP (pays d'Afrique, Maghreb, Madagascar, Caraïbes, Pays du Mékong, Liban, Palestine) ou en France par l'accueil de groupes de jeunes du sud. "Ville, Vie, Vacances" doit permettre à des jeunes de bénéficier d'un accès à des activités culturelles, sportives et de loisirs attrayantes dont ils sont souvent exclus durant le temps de vacances scolaires. Le programme doit proposer des activités prévoyant une prise en charge éducative afin de contribuer à l'insertion sociale et citoyenne des jeunes.

Pour en savoir plus, consulter le nouveau programme 2008 :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/programme_vvsi_2008.pdf> et les annexes
<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/annexes_vvsi_2008.pdf>



Appels à projets de l'Union européenne

Programme thématique « Les acteurs non étatiques et les autorités locales dans le développement » - Programme d'action annuel pour 2007

La reconnaissance du rôle des collectivités locales, des pays européens et des pays partenaires, est le fruit d'un long travail mené par les élus locaux et leurs organisations, nationales, européennes (CCRE), mondiales (CGLU). Le programme « Les acteurs non étatiques et les autorités locales dans le développement » est aujourd'hui une traduction concrète de la pleine mais récente reconnaissance par la Commission européenne des collectivités territoriales comme acteur de coopération pour le développement.

Cités Unies France, ses membres et son président, Charles Josselin, y ont contribué. Plusieurs élus locaux français, député européen ou membre du Comité des régions, ont également joué un rôle indispensable dans ces efforts.

Dans la lignée des trois journées organisées par Cités Unies France en 2007 sur l'Europe et la coopération décentralisée, vous retrouverez sur notre site internet une première présentation du programme d'action annuel du programme thématique « Les acteurs non étatiques et les autorités locales dans le développement » (ANE) pour 2007, qui fera l'objet d'actualisation régulière.

Cette présentation est rédigée à partir du programme d'action annuel 2007 du programme thématique « Les acteurs non étatiques et les autorités locales dans le développement », à ce jour, toujours pas adopté.

Selon ce projet de programme d'action annuel 2007, 14,43% de l'enveloppe budgétaire pour 2007 de ce programme ANE seront réservés aux autorités locales, soit 30 000 000 Euros.

Les appels à propositions centralisés (émis par l'office de coopération Europaid de la Commission européenne) et décentralisés (émis par les délégations de la Commission européenne) ne sont pas encore publiés à ce jour mais ils devraient l'être d'ici début 2008.

Retrouver sur notre site internet la première présentation du programme d'action annuel du programme thématique « Les acteurs non étatiques et les autorités locales dans le développement » (ANE) pour 2007 à la page suivante :

http://www.cites-unies-france.org/html/actualites/union_eu_financement_actu.html

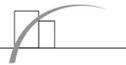
Pour plus d'informations, merci de contacter : Hélène Migot, Chargée de mission Europe/Asie : h.migot@cites-unies-france.org

Rappel des trois journées organisées par Cités Unies France en 2007

« La politique de développement de l'Union européenne dans les Pays ACP : Quelles perspectives pour la coopération décentralisée ? », le jeudi 4 octobre 2007

« Coopération décentralisée en Méditerranée : du Partenariat euro-méditerranéen à la Politique Européenne de Voisinage », le 10 mai 2007

« Quelle place pour la coopération décentralisée dans les programmes européens ? », le 20 mars 2007



Pour plus d'informations sur ces trois journées, merci de consulter la page suivante du site internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/html/formations/index.html>

2008 : Année du dialogue interculturel au niveau européen

« Ensemble dans la diversité » est la devise de l'Année européenne 2008 qui sera consacrée au dialogue interculturel. Cette initiative, lancée le 4 décembre par la Commission européenne, vise à promouvoir la richesse de la diversité culturelle tout en renforçant le sentiment d'appartenance à l'Union.

NB : Sur demande de la DG Education et Culture, l'organisation Gallup (<http://www.gallup.com>) vient de publier une étude concernant le dialogue interculturel, (Flash Eurobarometer 217).

ACTUALITÉS UNION EUROPÉENNE

Signature du Traité modificatif

À l'occasion du dernier Conseil Européen, les chefs d'Etats des 27 Etats membres ont signé le traité modificatif dit « Traité de Lisbonne », le 13 décembre 2007 au monastère des Hiéronymites, à Lisbonne. La signature du traité marque le lancement du processus de ratification dans les 27 États membres.



Président du groupe : Jean Claude Mairal, vice-président du Conseil Régional Auvergne

FITS Méditerranée

Marseille, 17 et 18 janvier 2008

Le Conseil régional PACA, les Villes d'Aix en Provence, Grenoble, Romans, Vienne, Cités Unies France, et l'UNAT PACA vous invitent au Forum International du Tourisme Solidaire (FITS) Méditerranée à Marseille les 17 et 18 janvier 2008. Cette manifestation concerne l'ensemble des pays du bassin méditerranéen et a pour objectif de mobiliser les acteurs du développement territorial : administrations, collectivités territoriales, entreprises, ONGs, associations diverses, autour de l'enjeu du développement touristique dans l'espace méditerranéen. Il mettra l'accent, entre autres, sur le rôle des collectivités territoriales dans la promotion de formes alternatives de tourisme.

Le programme complet de la manifestation est disponible sur le site de Cités Unies France. Vous pouvez aller également vous inscrire sur le site tourisme-solidaire.org

Contact : Fabiola Rivas, f.rivas@cites-unies-france.org



FRANCOPHONIE

15e appel à projets du Fonds francophone des inforoutes

Les soumissions de projets pour le Fonds francophone des inforoutes dont la mission est de favoriser l'appropriation et l'usage des technologies dans les pays du Sud et d'Europe centrale et orientale peuvent être déposées jusqu'au 4 février 2008.

Ayant pour objet la production multilatérale de contenus et/ou d'applications numériques francophones, les projets soumis au Fonds des inforoutes doivent impérativement s'inscrire dans l'un des domaines suivants :

promouvoir la langue française et la diversité culturelle et linguistique ;
promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme ;
appuyer l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche ;
développer la coopération au service du développement durable et de la solidarité.

Conformément à la Déclaration du Sommet de Bucarest, le Fonds des inforoutes accordera une place importante aux projets reliés à l'introduction des technologies de l'information et de la communication dans le domaine de l'éducation. Les projets portés par ou au bénéfice des femmes et/ou des jeunes sont encouragés et recevront une attention particulière.

Le choix des projets qui recevront une subvention à l'issue de ce 15e appel interviendra fin avril / début mai 2008.

Pour améliorer la présence du français dans l'univers numérique et répondre aux besoins des pays en développement, l'Organisation internationale de la Francophonie soutient la production de contenus et d'applications numériques au moyen du Fonds francophone des inforoutes. Ce Fonds a pour mission de promouvoir les TIC dans les pays du Sud et d'Europe centrale et orientale en finançant, à la suite d'appels à projets, des initiatives multilatérales de production de contenus et applications francophones s'inscrivant dans les grandes orientations de la Francophonie.

Le Fonds francophone des inforoutes a financé 176 projets sur les 1 453 projets reçus depuis 1998 avec une moyenne de subvention des projets d'environ 80 000 euros.

*Pour de plus amples informations : <http://inforoutes.francophonie.org/>
Contact : g.traore@cites-unies-france.org*

AGENDA



LA LETTRE
d'information

DECEMBRE 2007	JANVIER 2008
<p>3 et 4 décembre : Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne, Institut du Monde Arabe, Paris</p> <p>6 – 8 décembre : Assises de la coopération décentralisée franco-burkinabé, Ouagadougou, Burkina Faso)</p> <p>6 au 8 décembre : Réussir l'Elargissement : la contribution des collectivités locales - Rencontre des collectivités locales de France, de Bulgarie et de Roumanie, AFCCRE, Dijon</p> <p>11 – 15 décembre : Mission du groupe-pays Israël, en Israël</p> <p>12 décembre : Réunion du groupe-pays Algérie, Cités Unies France</p>	<p>9 janvier : Groupe Tourisme solidaire, siège de CUF</p> <p>17 – 18 janvier : Forum International du Tourisme Solidaire, Marseille</p> <p>23 janvier : Réunion du bureau exécutif de Cités Unies France, siège de CUF, 10h00-13h00</p> <p>23 au 25 janvier : Séminaire sur l'intercommunalité et la coopération décentralisée France - Cône Sud, Ile de Chiloé (Chili)</p> <p>24 janvier : Cellule d'animation du groupe-pays Burkina Faso suivie (<i>à confirmer</i>) du comité de pilotage des Assises (matin), Cités Unies France</p>
	FEVRIER 2008
	<p>4 février : Réunion du comité de suivi de la coopération décentralisée franco-brésilienne, Cités Unies France</p> <p>10-11 février : Forum euro-arabe des villes, Dubaï</p>



COLLECTION « GROUPE - PAYS » : 25 EUROS

- ❖ Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
- ❖ Dossier pays ROUMANIE (2005)
- ❖ Dossier pays HONGRIE (2005)
- ❖ Dossier pays POLOGNE (2004)
- ❖ Dossier pays CROATIE (2006)
- ❖ Dossier pays SLOVAQUIE (nouvelle édition à paraître)
- ❖ Dossier pays CHINE (2004)
- ❖ Dossier pays MAROC (novembre 2007)
- ❖ Dossier pays TUNISIE (2005)
- ❖ Dossier pays LIBAN (2007)
- ❖ Dossier pays ISRAËL (2007)
- ❖ Dossier pays BRÉSIL (2006)
- ❖ Dossier pays NICARAGUA (2006)
- ❖ Dossier pays CUBA (à paraître)
- ❖ Dossier pays JAPON (2007)
- ❖ Dossier pays SENEGAL (octobre 2007)
- ❖ Dossier pays MAURITANIE (à paraître)
- ❖ Dossier Pays AFRIQUE CENTRALE (à paraître)

COLLECTION « GROUPE - PAYS » : 40 EUROS

(comprenant le Répertoire des partenariats)

- ❖ Dossier pays VIETNAM (2005)

REPERTOIRES DES PARTENARIATS DE COOPERATION DECENTRALISEE : 15,00 EUROS

- | | |
|-----------------------|---------------------------------------|
| ❖ franco- polonais | ❖ franco-maliens |
| ❖ franco- roumains | ❖ franco-malgaches |
| ❖ franco- tchèques | ❖ franco-libanais |
| ❖ franco-hongrois | ❖ franco-israéliens |
| ❖ franco-chinois | ❖ franco-palestiniens |
| ❖ franco-japonais | ❖ franco-tunisiens |
| ❖ franco- algériens | ❖ France - Amérique Latine et Caraïbe |
| ❖ franco-marocains | ❖ franco-sénégalais (à paraître) |
| ❖ franco-tunisiens | ❖ franco-togolais (à paraître) |
| ❖ franco-américains | ❖ franco-burkinabés |
| ❖ franco-béninois | |
| ❖ franco-mauritaniens | |

COLLECTION « REFLEXIONS » : 15 EUROS

- ❖ Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- ❖ Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- ❖ Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)
- ❖ Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (2006)
- ❖ L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)



OUVRAGES HORS COLLECTION

- ❖ Actes des 2èmes Rencontres franco-algériennes des maires et présidents de collectivités territoriales (2005) :
25 euros
- ❖ Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D. (2005) :
15 euros
- ❖ L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée :
10 euros
- ❖ Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique-2 volumes (2000) :
10 euros

DVD

- « Voter en Palestine » (2007) :
21 euros

BON DE COMMANDE à retourner à Cités Unies France Fax : 01 53 41 81 41

Nom
Prénom.....
Fonction.....
Collectivité.....
Adresse.....
CP..... Ville.....
Tél. : Fax :
E-Mail.....

- Je joins un chèque deeuros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)
- Je paye par virement administratif (joindre le bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi – 5 pour l'étranger

Pour plus d'information, merci de contacter :
Katarina FOTIC : pecco@cites-unies-france.org

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site
Internet de Cités Unies France :
<http://www.cites-unies-france.org/html/cuf/cuf5.html>

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org
Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet